

**Réponse L-C à la consultation publique de l'ARCEP CONCERNANT  
LA REALISATION DES RACCORDEMENTS FINALS FTTH SUR TOUT LE TERRITOIRE  
(17 décembre 2020 au 4 mars 2021) : (maj 9/3/2021)**

La consultation se compose d'un document intitulé « **Réussir tous les raccordements finals des réseaux FttH** » et de deux annexes (texte plus classeur Excel), l'intitulé du texte étant :

« Les Réseaux comme Bien Commun, Feuille de route des travaux multilatéraux pour  
l'amélioration de l'exploitation et de la qualité des réseaux FTTH »,

daté du 26 mars 2020, fruit d'un groupe de travail INFRANUM OI/OC, matérialisant le plan de travail du groupe ainsi constitué et présenté à l'ARCEP, sous son égide depuis courant 2019 ; ce document introduisait notamment un « plan d'expérimentations et études » à lancer par les opérateurs (ORANGE, SFR, AXIONE, SIEA, COVAGE, BOUYGUES, ALTITUDE explicitement cités, TDF FREE et les OC « divers » ne l'étant pas) ; les expérimentations sont au nombre de 7 dont 5 localisées au PM.

A souligner que dans la section « Contexte et Enjeux » de ce document, le **mode STOC** fait l'objet d'un focus dédié constatant la problématique engendrée dont « l'inquiétude des collectivités » avec objectif de « confirmer celui-ci comme un outil nécessaire compatible avec une exploitabilité du réseau sur le long terme dans une économie maîtrisée »

Les 5 thèmes identifiés dans la consultation sont :

1. Qualité de leur réalisation
2. Conditions économiques et financières de la réalisation des raccordements finals dits « standards »
3. Raccordements « hors cas standards »
  - *Échec raccordement, sans suite → identifier les conditions nécessaires à leur réalisation → manière de les tarifer*
4. Pratiques de tarification
5. Tarification des raccordements, en zone d'initiative publique.

Positionnement **LEBON-Conseil** (Michel LEBON, Consultant Indépendant) :

- Observateur terrain, avisé ayant participé en AMO à la Gestation du Projet depuis son lancement jusqu'au stade « préfiguration » du SMO créé par la personne publique, résident sur le terrain d'observation (RIP de son département et du groupement associé, tri-départemental, constitué pour attribution de la DSP correspondante,
- Plus précisément, observateur d'un RIP de type DSP Concessive, l'OI étant une instanciation « filiale projet » d'un OCEN verticalement intégré (voir plus loin)
- Observateur terrain au titre de membre du groupement ayant remporté la mission de Contrôle de cette DSP dont un **point focus « visites de contrôle inopinées »**, ce « lot » n'ayant fait d'aucune activation par Bon de Commande... J'ai cependant poursuivi à titre personnel pour alimenter ma veille de consultant sur le sujet et ainsi alimenter mes contributions au sein de différents organismes et/ou associations (CREDO, AVICCA, ..., ARCEP ponctuellement, dans un rôle de « crowdsourcer » ) et d'échanger avec INFRANUM, Objectif Fibre,
- Observateur terrain des déploiements (→ twitter @mlb9146, #DSPtourFTTH et #DSPtourPM)

- Du respect ou pas des « bonnes pratiques », de la réglementation (GC-BLO, ...), des calendriers ;
- De l'organisation de la chaîne de sous-traitance y compris au niveau des raccordements, spécifiquement en phase COVID, ceux-ci s'étant intensifiés en 2020 → relation privilégiée avec la chaîne de sous-traitance au-delà du rang 1 → relation avec les abonnés

A ce titre, compte tenu des paramètres de mon positionnement d'observateur, ma réponse portera essentiellement sur le thème 1 et le thème 3 (en relation avec l'objectif 100% FttH du RIP observé), et les réponses aux questions 1, 3, 6 et 33, notamment sur la mise en œuvre du mode STOC, puisque le mode OI (plus dédié aux raccordements d'abonnés à des OC en « mode activé ») n'est envisageable que seulement depuis fin 2020 sur le RIP « observé », et n'est donc pas encore, à cet égard, effectivement pratiqué à ma connaissance, sinon de façon confidentielle à fin de validation.

Dans le cadre global (au-delà de mon champ d'observation terrain) dont j'exclue (me concernant) les ZTD (un espace de concurrence... sauvegarde) il me paraît important de différencier pour ce qui concerne les RIP en ZMD (je traiterai des ZMD AMII et AMEL) séparément :

1. Les RIP, où la collectivité délégante, est maître d'œuvre du déploiement via des Marchés de Travaux (MT) et confie l'exploitation/maintenance/ commercialisation de gros à un OI (régie intéressée, Affermage) après réception technique à 100% des infrastructures FttH déployées..., ce qui en garanti la complétude opérationnelle initiale,
2. Les RIP de type DSP Concessive, avec bien de retours à 20, 25, 30 ans... en distinguant les RIP confiés à un OI « société de projet » d'un OCEN verticalement intégré (OVI, \*), des RIP confiés à un pur OI, où la chaîne de validation ST rang 2 et + → ST rang 1 → OI est sous responsabilité OI (recettes internes), le délégant ayant recours en général à une Mission de Contrôle pour vérification partielle par lots ciblés (PM et zone arrière ciblés, avec ou sans tests de réflectométrie)...

(\*) surtout dans le cas où le seul OC à se positionner pour commercialiser est celui de l'OI (OVI). NB : ce qui est le cas du RIP observé, pratiquement 2 ans après début de commercialisation en mars 2019... A cet égard, je pointerai la problématique des nombreux KO au raccordement sur ces RIP « mono-FAI », alors que la chaîne de ST du primo partenaire de l'OC, n'a pas a priori à « se perdre en démêlés » avec celle des ST d'autres FAI au niveau des armoires SRO-PM... Et pourtant, force m'est de constater que de trop nombreuses armoires restent « serrure ouverte, porte fermée » avec trop souvent de nombreux bouchons manquants sur les tiroirs de distribution... Ceci témoignant de raccordements « contraints » par le temps et les soucis d'indentification d'une route optique fonctionnelle et opérationnelle en aval...

Concernant les déploiements en zone AMII (faisant l'objet de CPSD) sous initiative privée, le recours à des « primo » partenaires identiques à ceux du RIP, en charge de piloter, pour le compte des OC présents, les raccordements en mode STOC tant à banaliser la problématique des problèmes en raccordement final... d'un point de vue « pratico-technique », avec juste un facteur d'amplification du besoin en relation avec les retards de déploiements constatés sur ces zones...

Concernant les déploiements en zone AMEL, l'observation devra être faite quand ces zones auront atteint un volume de « production de locaux raccordables » significatif...

REMARQUE IMPORTANTE : Cette segmentation ne doit fondamentalement pas remettre au cause « l'égalité de traitement » à niveau de service égal des citoyens (particuliers, professionnels, ... entreprises) devant le processus de raccordement à la fibre, quelque soit leur situation géographique dans telle ou telle zone.

#### QUESTION 1 – RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation ».

Mes commentaires porteront ici, sur les points 2.1, 2.2., 2.3 du document de consultation.

1. Concernant la composition du Groupe de Travail :
  - Sa composition m'apparaît trop centrée sur les acteurs OI, OC et leurs sous-traitants ; les associations de collectivités (AVICCA, FNCCR, Associations aux différents échelons de la représentation territoriale, du maire au président régional) ne sont pas explicitement citées même si elles ont été vraisemblablement intéressées aux débats... C'est pourtant l' élu territorial de base (Maire, Président d'Agglo, Départemental) qui est au contact immédiat terrain avec la « grogne » de ses administrés ; en deux mots l'« entre soi » du Groupe de travail est sujet à critique..
2. Les préoccupations du groupe de travail sont très centrées sur la partie « émergente » du dossier : les armoires SRO-PM, par ailleurs la plus visuelle quand il s'agit d'organiser une visite terrain, une conférence de presse, ... ; le concept d'armoires de rues ou de pied d'immeuble étant au cœur de la réglementation définie par 2 recommandations au début du « plan fibre » (1106 et 1302) comme le principe de mutualisation à ce niveau de l'architecture..., il n'en est que plus sensible ; la vision des « plats de nouilles » dans ces armoires est devenue le « marronnier » de la presse (PQR, spécialisée, économique, ...) et nos élus... jusqu'au Ministre (cf. supra, les visites) y sont hyper-sensibles,
3. L'exposé du focus est par trop, abordé en mode top down, des ZTD aux ZMD, avec une problématique RIP abordée en dernier, pourtant bien spécifique en particulier pour les RIP de type hyper-rural, à l'écart des métropoles... (cf. introduction supra)
4. Dans ce positionnement « trop urbain », pas assez « hyper rural », la problématique des « raccordeurs venus de nulle part », non formés, hors contrôle du plan de formation de la filière, car non implantés sur le territoire du RIP, n'est qu'effleurée ; je constate une « langue de bois » pudique mais manifeste, sur le « non savoir être » de certains raccordeurs (ponctualité au RV, présentation, pratique minimale sinon absente de la langue, tenue, ...) et les pratiques constatées (travail à l'échelle, intervention en binôme éclaté...),
  - **Faisons-en sorte que les « lignards » du siècle dernier, dorment tranquilles devant certaines productions des « fibreux » d'aujourd'hui !**
5. la responsabilité du donneur d'ordre du « primo ST » de l'OC, i.e. celui qui distribue les « grilles », est soulignée sans plus de détails ; la forme d'ambivalence induite, coïncé qu'il est (le primo) entre ST de rangs inférieur et l'OC est pudiquement éludée : le « primo » est-il l'exécutant des basses œuvres de contrôle, sanction..., l'OC (ponce Pilate pour l'occasion ?) étant le procureur préoccupé par le chiffre, le résultat ?!

6. Le sujet du domaine privé (abonné) est quasiment ignoré ! A commencer par la sensibilisation des abonnés, à leur « préparation au raccordement » (où poser la PTO ou le DTIO et les PTO associées, quel cheminement des câbles entre ceux-ci), en pavillonnaire, problématique de l'adduction « externe » aérienne ou GC) mais aussi au coût réel de celui-ci, même si celui-ci ne leur est pas (intégralement) répercuté ... Le sujet n'est pas qu'une problématique purement OC, notamment en ZMD, et a été sous-estimé pour ne pas dire contourné dans le cadre du Plan France-THD (voir rapport de la cour des comptes en 2017) ... La bombe à retardement (10 à 15 M€ dont 4,5 milliards d'euros dans les zones d'initiatives privées ?) alors pointée du doigt dans le [rapport](#), a éclaté en 2020 avec les besoins induits par la pandémie COVID19
  
7. Le problème [de l'identification du « bon » cheminement \(adduction immeuble → PBO\)](#) à retenir pour le raccordement « au bon PBO » (identifié par son n° de Point Technique -PT- et ses coordonnées GPS, le « marquage/pochage du N° PT ayant parfois tendance à s'effacer avec le temps... !!) depuis « la bonne adduction » est effleurée... :
  - surtout si cette dernière est absente (abonné ancienne zone blanche, non abonné fixe) et [que ledit chemin hors/dans l'immeuble](#) doit donc être [identifié/vérifié/créé](#) préalablement au RV de raccordement proprement dit,
  - méconnaissance du chemin d'adduction préexistant de l'abonné (recoupement via adresse facturation et positionnement du « Point de Concentration » (PC) de son accès DSL, ...) vs PBO « proches », vs son adresse normalisée (si elle existe !!) : les bases « cuivre DSL » existent, mais non ouvertes par l'opérateur historique, et seraient d'une grande utilité pour permettre à l'OI d'affiner son travail, à commencer celui de son BE..., et in fine livrer aux OC des fichiers IPE précis  
→ [réponse complémentaire à voir aux questions Q 15.B et 15.C](#)
  - études de charges oubliées sur poteaux sur terrain privé (différencier celui de l'abonné, vs les champs traversés, par exemple !) ceci illustrant → PB piquetage, relevé de BAL erroné → étude du BE incomplète et in fine → [une problématique de](#) bandeaux verts manquants ...
  - Impact de la problématique adressage (BAN, BAL vs hexaclé ...) versus N° parcelle cadastrale, identifiant immeuble,
  - A titre doublement personnel, j'ai récemment pu constater en tant qu'observateur du raccordement d'un proche de ma famille lotoise, l'imprécision voire le « vide sidéral » de l'OT (Ordre de travail) confié par le « primo » de l'OC au sous-traitant missionné pour le raccordement (mauvais PBO, mauvaise route optique, adduction existante non connue) du « cousin » (qui devait en être à son 5 ou 6<sup>ème</sup> RV « KO » ... depuis septembre 2020 !
  - Ceci sans parler des points « locaux raccordables » sur les cartes d'éligibilité de l'OI, plus grave repris par l'Arcep après contrôle de la Mission THD, dans son « cartefibre » (pour exemple quelques petits hameaux de mon secteur où, à la date de publication « pas un cm de fibre optique » n'avait été déployé) ; problème de «DOE » a priori livrés par anticipation par les sous-traitants de l'OI sur la D2, voire la D1 (cas d'une ZAPM affichée avec 70% de raccordables, alors que les tiroirs de distri du SRO n'avaient jamais été câblés...) , jamais mis à jour, occasionnant des

remontées d'IPE juste optimistes !!! Plaignons les particuliers qui ont tenté alors de contacter leur OC pour prise de RV...

8. La problématique doit être étendue à la vie de l'accès fibre, post raccordement...

- Je ne m'étendrai pas sur la problématique induite par le modèle de brassage induit au PM par les désabonnements, réabonnements (churn), déménagement... ; d'autres s'en chargeront certainement, historiquement bien placés dans les débats historiques des choix initiaux de 2009-2011..., pour commenter ce choix,
- En effet, sans parler des éventuels désabonnement, déménagement, liés à un accès... le raccordement de nouveaux abonnés avec tout autant d'aléas cf. la description qui vient d'en être donnée (point 7), fait courir le risque « d'écrasements » des « accès fibre » existants...
- J'ai pour ma part pu constater sur le terrain, l'intérêt fort que constitue le passage d'un « raccordeur » sur un village, se matérialisant par l'irruption d'abonnés fibre en attente désespérée d'un RV ou en dérangement, venant se plaindre directement « au Camion, ou au Kangoo » ... en shuntant l'appel au SC de leur FAI !
- Ce dernier point ne fait que renforcer ma proposition, jusqu'alors snobée et ignorée, de créer la fonction, même bénévole, d'observateur terrain neutre, certifié et mandaté par l'autorité, en une sorte de « crowd sourceur » indépendant vs l'écosystème qui accompagne un projet de territoire Très-Haut-Débit, où je le dis clairement, les acteurs « se tiennent par la barbichette » ...

9. Plus globalement, la disponibilité, territoire par territoire :

- d'une liste (avec données et chiffres clés : implantation, taille en ETP, formation, profils, affectation courante : RIP, AMII, ZTD...) des prestataires référencés de sous-traitance au-delà des partenaires rang 1 des OI, et des sous-traitants référencés au-delà des « primo » des OC sur la D3 et le mode STOC
- des besoins à court, moyen, long terme exprimés en ETP, par niveau de qualification...

serait une base de travail pour un bilan concret sur le sujet !!

#### QUESTION 2 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Concernant l'envoi par les opérateurs commerciaux des CRI enrichis et des CR STOC :

- ces flux d'informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment : clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d'infrastructure de contrôler la réalisation des interventions ?
- ces flux d'informations sont-ils suffisants pour le suivi des interventions ou doivent-ils être complétés par la mise en place d'autres outils ? Détaillez le cas échéant.
- l'exploitation des données des CRI enrichis fait-il l'objet d'un contrôle systématique par l'OI ? Détaillez en les modalités le cas échéant.

Dans ma position, une partie de la mise en œuvre de ces nouvelles procédures m'échappe...

Je m'efforcerai cependant à l'occasion de suivi de nouveaux raccordements de vérifier que les éléments requis à transmettre par l'OC à l'OI sont, à minima, collectés par le ST du « primo » (photos, CRI enrichi, ...), par exemple comme j'ai pu le vivre récemment, la formalisation suite à mise en œuvre de la « mutation de route optique » accordée par le support Primo et OC...

#### QUESTION 3 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux. Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ?

Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ? Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?

N/A

#### QUESTION 4 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ?

Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l'exploitation ?

#### QUESTION 5 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques ?

Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques ?

Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs ?

Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires ?



N/A

**QUESTION 6 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ? Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ?

Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?

Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ?

L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiées ?

Ma contribution en réponse à cette question portera sur la « **préparation au raccordement** » que doit normalement assumer le particulier ou l'entreprise candidat à son raccordement à la fibre, en concertation avec l'OC (FAI) retenu, le particulier et son prestataire en propre sur le domaine privé (son « immeuble »).

Plus précisément, je souhaite proposer à ce sujet d'inclure les « artisans électriciens et/ou domoticiens » dans le processus piloté par le « primo » de l'OC.

A cet égard, l'écosystème doit s'ouvrir à cette profession et positiver sur leur apport potentiel à améliorer le process, et faire en sorte de les intégrer, les habilitier, ...

Le travail d'harmonisation devrait pouvoir s'effectuer en incluant les représentants « métier » de la filière, les organismes de formation... dans le tour de table existant.

#### QUESTION 7 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'en évaluer les bénéfices escomptés ?

Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ?

Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?

N/A

#### QUESTION 8 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ?

Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?

Informations à fiabiliser de toute évidence en particulier par la prise en compte de l'existant (ou pas) en termes de raccordement au téléphone fixe, au DSL cf supra...

#### QUESTION 9 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées.

Oui, cela serait idéal...

#### QUESTION 10 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES

La qualification du cheminement du câble de raccordement empruntant les infrastructures d'Enedis est réalisée par l'opérateur d'infrastructure antérieurement aux travaux de déploiement et aux opérations de raccordement final. Celui-ci est alors en mesure de procéder au calcul de charge des appuis aériens ainsi qu'à la pose des bandeaux verts.

À l'inverse, la réalisation *a posteriori* du calcul de charges par l'opérateur commercial interroge sur le traitement à apporter aux retours négatifs, en cas de dépassement des seuils autorisés.

(i) Vous paraît-il pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les opérateurs d'infrastructures ? Dans quelles situations ce calcul pourrait être effectués par l'opérateur commercial à la suite du raccordement ?

(ii) En cas de réalisation du calcul par l'opérateur commercial, quelles sont les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée ?

De façon pratique, le recours à l'application « bandeau vert au pied du poteau » se justifierait (appli Enedo) !



**QUESTION 11 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

Quels sont les retours sur expérience des acteurs dans la mise en œuvre de ces modalités spécifiées par Enedis ? Quelles améliorations ou simplifications peuvent être envisagées ?

**QUESTION 12 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI.

Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?

N/A

**QUESTION 13 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?

Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ?

Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?

Analyse incomplète vs « rôle de l'abonné et de ses propres prestataires » pour se préparer au raccordement ; voir réponses à question 6 et question 33 ...

.../...

### QUESTION 33 (en domaine privé) - RECUEIL D'INFORMATIONS

(i) Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.

(ii) Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?

(iii) Enfin, les acteurs sont invités à indiquer 1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et 2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil. Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?

Problématique et Réponse complémentaire aux réponses données à Q.6 et Q13.2

Recourir aux Artisans Electriciens, Domoticiens → Raccordement Abonnés à la Fibre ?!

- Une opportunité pour **améliorer le mode STOC...** étant entendu qu'en l'absence de sous-traitants « classiques » habilités, il faudra bien arbitrer et basculer en mode OI

Car le mode STOC est sous le feu des critiques :

- De « trop nombreux » échecs au raccordement
- La « satisfaction client » est en péril
- La « grogne » des élus locaux est récurrente suite aux plaintes de leurs administrés

Incite à l'évolution du paradigme de production de raccordables, Quantité vs Qualité

- En filigrane, la disponibilité de « raccordeurs D3 » sur l'ensemble des territoires n'est pas garantie, ce qui implique de retenir des ST « non locaux » ; de plus, leur (volonté de) niveau de formation est pointé du doigt...

Problématique du raccordement abonné (Mode STOC):

- ne se limite pas aux « armoires plat de nouilles », fracturées, etc...
- concerne aussi la D1, D2 du PM aux PA, des PA aux PBO
- **concerne aussi le "domaine privé"**

Sur le dernier point, on peut distinguer différents facteurs :

- la responsabilité de l'abonné, du propriétaire du local
- le coût réel d'un raccordement selon les cas, et les modalités de répercussion tout ou partiel de ces coûts aux intéressés,
- la nécessité pour l'abonné d'anticiper vs les travaux impliqués par le raccordement, soi-même ou via une entreprise de service (électricien, ...)

- la validation du principe d'un recours à des solutions de "pré-fibrage / précâblage" et de simplification au niveau #PBO préconnectorisés (<-- Kits correspondants)
- les rôles et responsabilités respectifs dans le cas RIP, vs cette problématique entre délégants, délégataire (OI), OCs et prestataires S/T

### Quid des « artisans » électriciens, domoticiens ?

Leurs « Plus » :

- **proximité géographique** client (particulier, TPE),
- sérieux, professionnalisme,
- « **savoir-être** » dans leur relation client
- organisation au sein des Chambres Métiers et Artisanat, Syndicats Professionnels ☐ formations mutualisables

Leurs « Moins » :

- Non Qualification Optique, sauf exception, ceci impliquant une formation « FO » spécifique raccordement,
- Outillage « Fibre Optique » Minimal à acquérir
- exclus actuellement dans l'écosystème OI-OC Fibre Optique et d'une majorité RIP
- coûts induits sur le modèle budgétaire du raccordement abonné, sauf recours à un électricien professionnel via une entreprise de « service à la personne » (intervention « subventionnée »)
- pose le problème de la gratuité (ou pas) du raccordement abonné à la fibre, et de son modèle de subventionnement indirect (via le contrat de DSP avec l'OI),

### Quels sont leurs attentes, leur questionnement ?

3 préoccupations majeures sont identifiées après échange avec des représentants de la profession vs leurs prestations de préparation au raccordement :

- d'où et quand va arriver la fibre, pour répondre au besoin de mon client ?!
- Quels sont mes contacts pour obtenir ces informations ?
- Je veux être sûr que MON client, une fois pré-raccordé par moi, le restera et qu'un technicien indélicat ne viendra pas « saboter » mon travail !

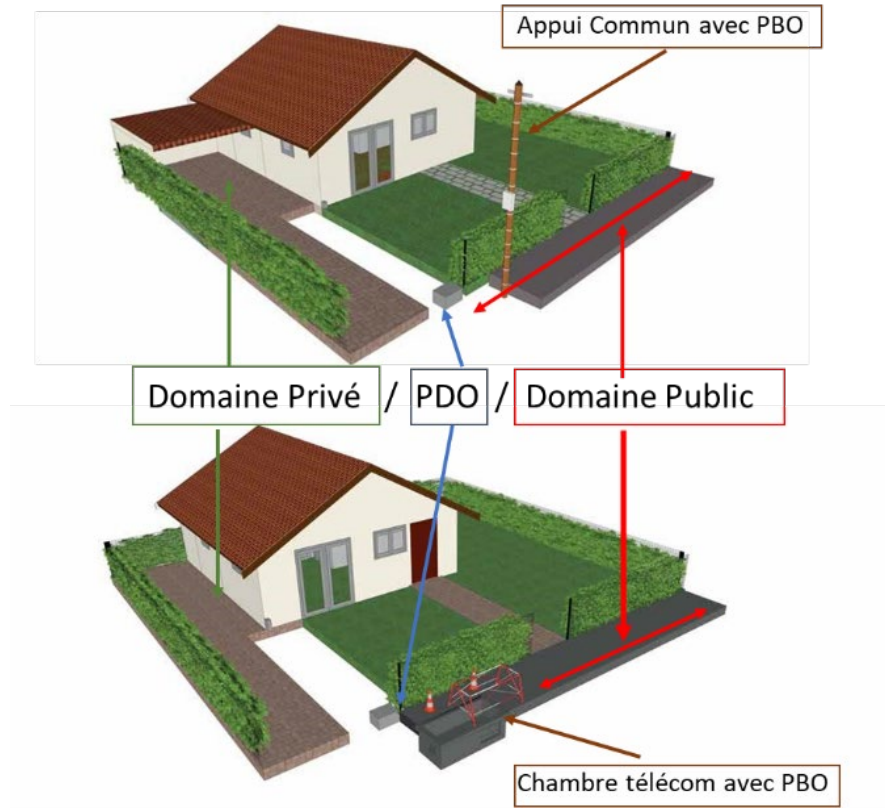
### Quel niveau de Positionnement & Mise à Contribution pour ces profils ?!

3 niveaux envisageables :

- restreint au domaine privé, sur sollicitation propriétaire → pré-fibrage immeuble, logement, maison particulière, local professionnel
  - chaînon optique PDO – DTIO – PTO(s)
- à l'interface Domaine Privé / Domaine public limité au PBO le plus proche
  - chaînon optique PBO (aérien ou Souterrain) - PDO – DTIO – PTO(s)
- Sur la globalité de la prestation typique d'un « raccordement D3 en mode STOC »
  - chaînon optique PM puis PBO (aérien ou Souterrain) - PDO – DTIO – PTO(s)

*NB : A extrapoler (autres cas) pour :*

- *Maison ou Logement en Immeuble avec Raccordement Aérien via PBO façade*
- *Maison sans adduction GC préexistante (cuivre) sur PBO en chambre ou sur poteau*



Crédit Images → Objectif-Fibre

### Quels Moyens au service des Artisans ?

- Des Guides de référence, des Formations en ligne (MOOC, ...)
- Des kits de pré fibrage industriels (BDO, DTIO, PTO, mono à quadri fibre G 657), des solutions intégrées pour les GTL d'immeubles
  - IDEA Optical, FOLAN, ...
  - Casanova SAS,
  - .../...
- Des PBOs pré connectorisés, et les kits associés...
- Outillage de test (soudeuse, crayon optique, photomètre/radiomètre...)

### Monter un « Proof of Concept » ?

- Un territoire cible
- Une formation adaptée « électriciens »
- Des Sponsors :
  - CMA, FDB
  - Territoriaux : Conseil(s) Départemental (aux) Région(s)
  - Missions Locales
  - Centre de Formations « locaux », Plombiers du Numériques
  - Banque des Territoires, Infranum, Objectif Fibre et au-delà OC et OI
  - ARCEP → Un œil « intéressé »

#### QUESTION 43 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final, selon que l'OC ait payé initialement le raccordement final ou qu'il le loue mensuellement.

Ils sont également invités à répondre aux interrogations suivantes :

- comment les opérateurs négocient-ils les grilles de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) du mode STOC en zone RIP ?
- quelle est la conséquence de la subvention publique sur les flux financiers échangés entre l'OI et l'OC en mode STOC ?

Notamment, il est demandé aux OI de préciser les mécanismes de reversement des subventions publiques du raccordement final, lorsqu'elles existent, à l'OC. Par exemple, en mode STOC, dans le cadre d'une pratique tarifaire à l'euro-l'euro, la subvention publique est-elle reversée au moment de la facturation du raccordement final à l'OC ? Est-ce qu'elle fait l'objet d'un flux différé regroupant les raccordements finals réalisés sur un ou sur l'ensemble des réseaux de l'OI ?

Proposition faite à la Q.33 à détailler ici...

#### QUESTION 44 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION

- (i) Les acteurs invités à exprimer leur position sur ces différentes modalités tarifaires du mode STOC en zone d'initiative publique. Les OI RIP préciseront la modalité qu'ils retiennent dans leur contrat d'accès en indiquant la raison de ce choix.
- (ii) Ils sont également invités à exprimer leur position sur la possibilité pour les OI RIP de fixer une seule grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) en contrepartie du bénéfice d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire subventionné unique en mode « CAPEX » et « location » pour le raccordement final.
- (iii) L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?

#### QUESTION 45 - RECUEIL D'INFORMATIONS

Les acteurs sont invités à s'exprimer sur ces niveaux tarifaires, en précisant dans leur réponse s'ils les ont, ou non, contractés et sur l'analyse des services de l'Autorité. En particulier, est-ce que les acteurs considèrent que la pratique de ces derniers en zone d'initiative publique est pertinente ?

Pour les OC contractants, quelles sont les conséquences de l'augmentation tarifaire sur leur stratégie commerciale (mutualisation, relation avec le client final, etc.) ? En particulier, les OC contractant en mode STOC sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers échangés avec l'OI, de la passation de la commande à la perte du client final, en détaillant les flux influencés par le tarif de 450 €.



Illustrations du dernier raccordement suivi (proche famille, Autoire le 26/2/21) pour exemple :

